

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

CINQUANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels*

TROISIÈME COMMISSION  
32e séance  
tenue le  
mardi 11 novembre 1997  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 32e SÉANCE

Président : M. BUSACCA (Italie)

SOMMAIRE

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE  
INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES  
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX  
PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

ANNONCE CONCERNANT LES PROJETS DE RÉOLUTION

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.3/52/SR.32  
8 avril 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

97-82719 (F)



/...

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES (A/52/509)

1. Mme QUISUMBING (Haut Commissariat aux droits de l'homme) rappelle que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a été chargé de coordonner les activités de la Décennie internationale des populations autochtones et de mettre en oeuvre le programme prévu. La Décennie a pour objectif de renforcer la collaboration internationale en vue du règlement des problèmes auxquels font face les autochtones dans des domaines comme les droits de l'homme, le milieu naturel, le développement, l'enseignement et la santé. Dans l'esprit du thème de la Décennie, qui touche au partenariat en faveur des populations autochtones, l'ONU s'est efforcée de répondre aux préoccupations propres à ces populations et de les aider à participer à la vie sociale sous tous ses aspects.
2. En 1997, s'est tenue à Genève une réunion technique sur la protection du patrimoine des autochtones. Une deuxième série de journées d'études portant sur la création d'un forum permanent des populations autochtones au sein du système des Nations Unies s'est tenue à Santiago du Chili. Des représentants des gouvernements, des organisations autochtones, des organisations non gouvernementales et des organes des Nations Unies ont été invités à y participer. Les participants sont convenus que le forum envisagé devait être chargé des questions liées à l'environnement, au développement, à la santé, à l'enseignement et aux droits de l'homme.
3. Le Haut Commissariat a lancé un programme de bourses à l'intention des populations autochtones en juillet 1997. Quatre représentants de ces populations, originaires du Brésil, de l'Inde, du Japon et de la Fédération de Russie, ont bénéficié d'une bourse d'études de six mois et reçoivent actuellement une formation en matière de droits de l'homme, tout en acquérant une expérience pratique au Haut Commissariat, à Genève. Le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones finance ce programme. Il octroie également des petites subventions à des organisations autochtones pour qu'elles assurent des activités de formation en matière des droits de l'homme ou perfectionnent leurs compétences.
4. Plusieurs nouveaux membres ont été nommés au Conseil d'administration du Fonds. Celui-ci, créé en 1985, vient financièrement en aide aux représentants des collectivités et des organisations autochtones pour les aider à participer aux sessions du Groupe de travail sur les populations autochtones et du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones. En 1997, le Fonds a ainsi fourni une aide financière à 27 représentants autochtones.
5. M. RYTOVUORI (Finlande), prenant la parole au nom des pays nordiques, déclare que la nécessité de créer une instance permanente pour les populations autochtones n'est plus à démontrer. Ce qu'il faut, c'est redoubler d'efforts et mobiliser la volonté politique nécessaire pour prendre les mesures qui permettront de préserver, de protéger et de promouvoir les cultures autochtones.

/...

6. Les autochtones trouvent de nouveaux moyens de renforcer leur coopération, tant au niveau national qu'au niveau international. Les parlements Sami de Finlande, de Norvège et de Suède, par exemple, ont formalisé leur collaboration dans le cadre d'un nouveau Conseil parlementaire sami. En 1997, un séminaire auquel ont participé les Sami, les Ogoni et les Masai s'est tenu en Laponie finlandaise. Il n'en faut pas moins créer une instance permanente, qui aura des attributions larges et s'occupera des questions liées au développement, au milieu naturel, à la santé, à l'enseignement et aux droits de l'homme. Elle sera placée directement sous l'autorité du Conseil économique et social. Les membres de cette instance seront choisis parmi les représentants des pouvoirs publics des États intéressés et des populations autochtones elles-mêmes. Cependant, sa composition devrait rester limitée si l'on veut qu'elle soit efficace. Le temps est venu d'agir sur le plan pratique et d'instituer cette instance. La Commission des droits de l'homme, secondée par les populations autochtones elles-mêmes, devrait réfléchir au moyen d'avancer en direction de cet objectif. Du point de vue de la réforme des Nations Unies, on peut dire que cette nouvelle instance permettra aux questions intéressant les populations autochtones d'être réglées de façon plus efficace et d'un point de vue plus global.

7. La région de l'Arctique et les forêts tropicales sont menacées par des activités d'exploration et d'exploitation massives de leurs richesses naturelles, alors qu'elles sont encore le terreau de beaucoup de cultures autochtones. Il faut donc trouver le moyen de mesurer de façon sûre les effets sociaux que le développement a sur ces cultures, en s'intéressant particulièrement au sort et aux droits des femmes autochtones. La protection sociale des collectivités autochtones et la protection de leur culture doit être au centre des préoccupations de tout effort de normalisation qu'on consacrerait aux autochtones. Sur ce plan, les pays nordiques souhaiteraient vivement que l'on achève l'élaboration du projet de déclaration sur les droits des populations autochtones et qu'on l'adopte sans plus tarder.

8. Dans les pays où les populations autochtones sont également des populations minoritaires, elles ont titre à invoquer les droits généraux des minorités en plus des droits particuliers dévolus aux populations autochtones. Cependant, comme les instruments relatifs aux droits de l'homme en vigueur ne règlent pas exhaustivement la situation des populations autochtones, il importe d'adopter des règles qui s'appliqueraient expressément à ces populations. Les progrès récemment réalisés dans ce domaine au niveau régional, par exemple au Conseil de l'Europe, devraient inciter les institutions des Nations Unies à assurer la protection internationale et la promotion des droits des populations autochtones.

9. Mme MONROY (Mexique) dit que son gouvernement reconnaît et apprécie à sa juste valeur la contribution qu'apportent les autochtones à la société mexicaine. La Constitution du pays reconnaît la composition multiculturelle de sa société et dispose que les lois doivent protéger et favoriser le développement des langues, des cultures, des coutumes et des modalités particulières d'organisation sociale des autochtones. Le plan national de développement 1995-2000 prévoit parmi ses priorités de régler les appels historiques des populations autochtones à la justice, à la propriété de terres et aux autres droits politiques et sociaux. Les pouvoirs publics s'efforcent

incessamment de lutter contre la misère, qui est l'un des principaux obstacles à l'épanouissement des populations autochtones mexicaines.

10. La fréquentation scolaire des enfants autochtones est en augmentation : ils ont à leur disposition quelque 16 000 établissements d'enseignement. Pour illustrer les efforts que fait le gouvernement pour préserver les us et les coutumes autochtones, Mme Monroy indique que les livres scolaires et les manuels pédagogiques sont publiés en 53 langues autochtones. Des programmes ont été lancés qui visent à élargir la couverture médicale des populations autochtones et à promouvoir la médecine traditionnelle. Parmi les autres mesures, elle cite les projets de développement agricole, les projets de promotion de la femme rurale et un programme d'émission de titres fonciers à l'intention des autochtones qui vivent dans les zones urbaines. Pour l'année 1997, un autre programme d'activité cherche également à favoriser le développement social et à mettre en place des projets productifs réalisés par les autochtones eux-mêmes. A la suite d'une consultation nationale sur les droits de l'homme et la participation des autochtones organisée en 1996, les pouvoirs publics ont lancé un programme national de promotion des populations autochtones, qui devrait permettre de répondre à leurs besoins en matière de nutrition, de santé, d'enseignement, de logement, de services et de communications. Le gouvernement entend redoubler d'efforts pour recentrer sa politiques sur les intérêts et les aspirations des autochtones mexicains, en s'inspirant de leurs propres initiatives et de leurs propres propositions.

11. Le Mexique participe également au renforcement de la coopération internationale visant à promouvoir et à protéger les droits des autochtones. Il a participé à la création et au financement du Fonds pour le développement des populations autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes. Au niveau multilatéral, il est très attaché à la réalisation du programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones et appuie le travail d'élaboration d'une déclaration sur le droit des populations autochtones et la création d'une instance permanente au sein des Nations Unies. Ce nouvel organe aurait le bénéfice de la vaste expérience que pourraient lui apporter les populations autochtones.

12. M. MARTINI (Guatemala) constate que la distribution tardive des documents concernant l'ordre du jour à l'examen, et d'autres questions encore qui intéressent les États Membres, compromet la qualité des travaux de la Commission.

13. Au Guatemala, les organisations autochtones sont de plus en plus actives. Le Fonds de développement autochtone du Guatemala, le FODIGUA, fondé en 1994, est une institution décentralisée mais d'ampleur nationale qui s'occupe de la promotion du peuple Maya et qui fournit un financement direct pour la réalisation de projets locaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et des valeurs, de la création d'infrastructures et de la production d'énergie électrique. Ces projets sont inspirés de la conception du monde maya, c'est-à-dire qu'ils recherchent l'harmonie avec Dieu et avec la nature et qu'ils sont toujours adoptés par consensus.

14. L'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones, entré en vigueur en décembre 1996 au moment de la signature de l'Accord de paix, prévoit quatre réformes constitutionnelles et la création de cinq commissions. D'une

/...

manière générale, ces réformes comportent la reconnaissance sur le plan constitutionnel de l'existence de diverses cultures au Guatemala et impose le respect des droits individuels et collectifs inspirés de la conception du monde maya. Cette initiative qui fera date a lancé un mouvement extrêmement original qui comprend notamment une réforme de l'enseignement qui ménage l'enseignement bilingue pour les groupes autochtones, la reconnaissance du statut officiel des langues autochtones et la détermination et la protection des lieux de culte maya. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), les pouvoirs publics ont mis au point des programmes d'enseignement spéciaux à l'intention des populations, pour la plupart autochtones, qui ont été déplacées par les luttes intestines. Les systèmes d'éducation mis au point à l'intention des groupes autochtones mais démantelés pendant le conflit continuent de recevoir des appuis. Une loi est en cours d'élaboration qui favorisera la reconnaissance intégrale des droits économiques, sociaux, culturels et politiques des Maya, des Garifuna et de Xinka.

15. Le Gouvernement guatémaltèque invite instamment le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme à parachever ses travaux d'élaboration de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. L'un des objectifs de la Décennie internationale des peuples autochtones qui n'a pas encore été réalisé est la création d'une instance permanente des populations autochtones au sein des Nations Unies. La délégation guatémaltèque soutient les propositions auxquelles a abouti le deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones, tenu à Santiago du Chili en juin 1997. L'instance envisagée serait le point de convergence pour tous les groupes de population qui sont historiquement victimes de la discrimination.

16. Le Guatemala invite instamment les États Membres à verser leur écot au Fonds d'affectation spécial pour la Décennie internationale et au Fonds pour la promotion des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, afin de les aider à réaliser les objectifs de la Décennie et de venir en aide aux autochtones dans le besoin.

17. M. MUIR (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que sa délégation, qui ne peut que constater la marginalisation constante des populations autochtones, se félicite des efforts entrepris pour inscrire la question des peuples autochtones à l'ordre du jour des Nations Unies. Elle prend note avec satisfaction des efforts entrepris par beaucoup d'États Membres et d'organes des Nations Unies pour promouvoir la reconnaissance des droits de ces populations. Elle se félicite également des initiative prises sous le couvert de la Convention sur la diversité biologique en vue de protéger et de mettre en partage le patrimoine que représentent les connaissances des autochtones en herboristerie.

18. La population de Papouasie-Nouvelle-Guinée comprend des milliers de groupes autochtones, qui possèdent collectivement 97 % des ressources foncières. La Constitution prévoit qu'ils doivent participer directement à la prise de décisions politiques. En temps que propriétaires fonciers par exemple, ils participent directement aux négociations qui permettent de fixer les conditions de la mise en valeur des richesses naturelles. Dans certains cas, leurs droits et leurs intérêts doivent quand même s'accorder à la nécessité de répartir les avantages de cette mise en valeur dans toute la nation, dans des conditions acceptables sur le plan constitutionnel et juridique. Ce mouvement a largement

réussi en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont la législation affirme l'autonomie et les droits des clans, garants des ressources collectives que sont les terres, qui offrent donc un exemple de développement authentiquement axé sur l'homme.

19. Pour améliorer le sort socio-économique des populations autochtones, il serait tout à fait souhaitable que les activités entreprises dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones s'articulent précisément sur les autres activités et programmes des Nations Unies, ceux par exemple qui concernent l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'élimination du colonialisme avant l'an 2000 et l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination. La délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée invite instamment les gouvernements à alimenter davantage le Fonds de contributions volontaires de la Décennie.

20. M. ZOZULYA (Ukraine) dit que la protection et la promotion des droits des populations autochtones et des minorités nationales contribuent à la stabilisation des sociétés multi-ethniques, notamment dans les pays en transition. Il faut à son avis réaliser dès que possible l'idéal que constitue l'adoption d'une déclaration rédigée en termes fermes sur les droits des populations autochtones et créer une instance permanente au sein des Nations Unies. Le fait que l'on n'arrive pas encore à s'entendre sur le projet de déclaration semble imputable à l'absence d'une définition généralement acceptée de ce qu'est une population autochtone. De l'avis de l'Ukraine, le pivot du projet de déclaration doit être le principe de l'autodétermination.

21. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne reconnaissent le droit qu'ont les peuples de choisir leur destin, mais précise sans ambages que le droit de prendre toute mesure légitime pour atteindre ce but ne doit pas être interprété comme revenant à autoriser ou à encourager des initiatives risquant de détruire ou de menacer, partiellement ou totalement, l'intégrité territoriale ou l'unité politique d'États souverains et indépendants. Cela signifie qu'il y a un consensus international sur la manière dont les populations et les gouvernements doivent se conduire en ce qui concerne l'exercice de ce droit dans les pays multi-ethnique, ce qui suppose à son tour l'existence d'un droit à l'autodétermination interne, largement confirmé par la pratique récente. Il faudrait donc mettre au point une définition commune de ce dernier droit, dans la ligne de l'évolution du droit international. Dans l'entre-temps, l'Ukraine, comme plusieurs autres États qui sont en voie d'élaborer leurs propres politiques nationales en matière de minorités et de populations autochtones, recherche des solutions dans son propre contexte historique et dans le cadre de sa Constitution nationale.

22. Pour ce qui est du projet de déclaration sur les droits des populations autochtones, M. Zozulya rappelle la nécessité de faire la distinction entre les populations autochtones qui vivent dans des enclaves isolées et celles qui se sont intégrées au reste de la société. Il faut concevoir différemment les droits politiques de ces deux groupes, ainsi que leurs droits sur les terres et richesses naturelles. Si l'on veut rédiger une déclaration véritablement universelle, il faudra rééquilibrer le projet actuel, qui insiste trop sur les populations encore formées en tribus et le rendre compatible avec les normes des droits de l'homme reconnus sur le plan international et avec les législations nationales. Enfin, la délégation ukrainienne est en faveur de la création d'une

instance permanente pour les populations autochtones en tant qu'organe fonctionnel des Nations Unies.

23. Mme HALL (États-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement est très attaché à la promotion et à la protection des droits autochtones dans le monde entier, et sur son propre territoire. C'est pourquoi il est si satisfaisant pour lui de voir que la problématique des populations autochtones attire de plus en plus l'attention aux Nations Unies et dans d'autres instances internationales.

24. La délégation américaine reconnaît la signification que les autochtones attachent au terme de "peuple" dans le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones actuellement en préparation. Elle peut accepter l'emploi de ce terme à condition que la déclaration soit ainsi libellée qu'elle ne laisse aucun doute sur le fait que ce terme ne doit pas être interprété comme renvoyant à l'autodétermination, ou à aucun autre droit qu'il pourrait évoquer en droit international. Elle se félicite que les groupes autochtones aient largement participé à l'élaboration du projet et les invite à débattre du libellé du texte final lorsqu'ils participeront aux délibérations du Groupe de travail en 1998.

25. Aux États-Unis, des modifications ont été apportées aux administrations publiques de façon à les rendre plus sensibles aux préoccupations et aux besoins des amérindiens. Plusieurs grandes administrations fédérales cultivent des relations de travail étroites avec les chefferies amérindiennes. Il y a des consultations avec les organisations autochtones sur divers sujets, notamment sur les déclarations en cours d'élaboration à l'ONU et à l'Organisation des États américains et les questions d'environnement. Le gouvernement s'attache à améliorer ses communications avec les tribus indiennes sur les questions qui les intéressent au plus haut point.

26. M. BALL (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation se félicite des activités qui ont été entreprises dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones. Elle se plaît à noter que l'on a démarginalisé la problématique des populations autochtones dans les grands programmes d'activité des Nations Unies. Mais elle en appelle aux institutions et aux départements qui ne l'auraient pas encore fait pour qu'ils traduisent les engagements qu'ils ont pris en faveur des populations autochtones en mesures concrètes et qu'ils apportent leurs contributions aux réalisations de la Décennie.

27. Le Gouvernement néo-zélandais a soutenu les efforts internationaux de promotion des objectifs de la Décennie en versant des contributions volontaires tant au Fonds de contributions volontaires de la Décennie qu'au Fonds de contributions volontaires des populations autochtones. On a pu cependant s'inquiéter de la manière donc des deux fonds étaient gérés et administrés et le Gouvernement néo-zélandais espère que le Secrétariat donnera suite aux recommandations faites par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires de la Décennie.

28. La délégation néo-zélandaise espère également que la troisième session du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones a renforcé la volonté des participants d'aboutir à un texte rigoureux, constructif et universellement applicable.

29. La Nouvelle-Zélande a mis en place un comité où siègent les principales organisations maori afin de coordonner l'action nationale en direction des objectifs de la Décennie. Il a reconnu la priorité particulière qui revenait à la promotion de la langue maori et à l'enseignement en maori. Parmi les autres mesures prises, M. Ball cite la préparation de conférences sur la santé des autochtones, la jeunesse autochtone, l'adaptation du système éducatif aux besoins des Maori et l'amélioration des services de santé dispensés aux Maori. Le gouvernement cherche également à régler les disparités socio-économiques qui séparent Maori et non Maori et à résoudre de façon juste et durable les griefs dont les deux communautés ont hérité de l'histoire. Des modifications récemment apportées au Code électoral ont également augmenté nettement la représentation politique des Maori, qui disposent maintenant au Parlement de représentants en nombre exactement proportionnel à leur importance démographique.

30. M. NEIVA-TAVARES (Brésil) réaffirme que son gouvernement s'attache à promouvoir les droits des populations autochtones et qu'il est déterminé à protéger leur identité socio-culturelle et à promouvoir leur droit à ce qu'il appelle l'ethno-développement. La Constitution brésilienne reconnaît aux groupes autochtones des "droits originaires" sur les terres qu'ils occupent traditionnellement. Le gouvernement est fermement décidé à les mettre à l'abri de la violence et à cadastrer leurs terres. Le Plan d'action national de 1996 en faveur des droits de l'homme prévoit des mesures particulières au bénéfice des populations autochtones, dans le domaine notamment de l'enseignement et des soins de santé.

31. Comme la réalisation intégrale des activités prévues pour la Décennie internationale dépend essentiellement des ressources que l'on aura prévu à cet effet, le Brésil encourage le Coordonnateur de la Décennie à faire participer au programme d'activités tous les organes des Nations Unies. Il faudra procéder périodiquement à l'évaluation de ces activités pour déterminer, puis surmonter, ce qui fait obstacle à l'avancement des populations autochtones. La délégation brésilienne espère que la Commission des droits de l'homme jouera un rôle déterminant dans la suite qui sera donnée aux activités de l'ONU pendant toute la Décennie.

32. Le Gouvernement brésilien se demande sérieusement s'il faut créer une instance distincte à l'intention des populations autochtones, qui fonctionnerait en parallèle avec le Groupe de travail des populations autochtones. Peut-être vaudrait-il mieux chercher à améliorer les mécanismes, les procédures et les programmes qui existent déjà aux Nations Unies. La déclaration sur les droits des populations autochtones que l'on envisage de mettre au point devra être universellement applicable et politiques réaliste. Un texte qui s'abstiendrait de couvrir certaines situations ne répondrait pas aux principes de l'universalité qui caractérise les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Le substrat historique et juridique particulier qui a donné leur forme aux relations entre les collectivités autochtones et les sociétés nationales ne peut servir d'excuse pour s'abstenir d'appliquer les droits de l'homme universels. Pour terminer, M. Neiva-Tavares insiste sur le fait que la Décennie internationale doit être mieux qu'un simple geste symbolique et favoriser l'apparition d'une nouvelle ère de développement durable et de véritable respect des droits des populations autochtones.



33. M. TAPIA (Chili) dit que son gouvernement attache une importance particulière au programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones. On a certes déjà atteint des résultats pratiques dans ce domaine, mais ils sont insuffisants et il reste beaucoup à faire. La nécessité d'un organe qui pourrait traiter d'une manière générale de toutes les questions très complexes qui intéressent les populations autochtones se fait sentir. Le point de vue de ces populations pourrait y être pris en considération. C'est dans cet esprit que le Chili a accueilli le deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones au sein des Nations Unies. Il espère que le rapport de cet atelier sera examiné par la Commission des droits de l'homme à sa session suivante et qu'il facilitera la création de l'instance envisagée.

34. La délégation chilienne seconde sans réserves le Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones et souligne la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre la dernière main puis adopter cette déclaration avant la fin de la Décennie.

35. Depuis le retour de la démocratie au Chili, en 1990, les gouvernements qui s'y sont succédés ont tous pris des mesures pour favoriser l'avancement des populations autochtones du pays et promouvoir le respect de leurs droits. En vertu d'une législation adoptée en 1993, 50 000 hectares de terres ont été dévolus à diverses collectivités autochtones. Un fonds de développement autochtone a été consacré à la réalisation de plus de 2 200 projets de développement, d'enseignement et de promotion de la culture touchant plus de 25 000 autochtones. Le nombre de bourses d'études accordées tous les ans à des autochtones par le Ministère de l'éducation atteindra les 10 000 en 1998. On a aussi créé des programmes d'assistance juridique à l'intention des autochtones. Enfin, on a créé des centres d'accueil à l'intention des enfants Mapuche en situation de risque. La Corporation nationale pour l'avancement des autochtones a de son côté aidé à créer de nombreuses associations autochtones et soutenu plusieurs activités et manifestations. Il faut voir dans toutes ces initiatives l'effet de la détermination que le Gouvernement chilien met à instaurer une société véritablement démocratique, prospère et multiculturelle qui respecte les particularités de chaque groupe ethnique qui vit sur le territoire chilien.

36. Mme PINTO (Argentine) dit que son pays est très attaché à la protection des droits de l'homme des populations autochtones. Il est membre du Fonds pour l'avancement des populations autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour soutenir les travaux tendant à l'élaboration d'une déclaration interaméricaine relative aux droits des populations autochtones.

37. Il y a en Argentine 16 groupes ethniques autochtones, qui représentent 1,5 % de la population. Les amendements constitutionnels de 1994 reconnaissent la diversité ethnique et culturelle des populations autochtones de l'Argentine et consacrent des dispositions applicables à un certain nombre de questions intéressant les autochtones, comme le statut juridique des collectivités autochtones, la propriété des terres collectives, la participation et la mise en valeur des richesses naturelles et la protection des langues, des cultures et des patrimoines indigènes. En octobre 1996, le Gouvernement argentin a lancé un plan national des collectivités autochtones en annonçant le transfert de 250 000 hectares de terres aux collectivités Mapuche. Ce plan prévoit la

réhabilitation des collectivités autochtones dans leurs droits fonciers, reconnaît les formes autochtones d'organisation sociale et de gouvernement et met en place un programme d'enseignement qui tend à renforcer l'identité des collectivités autochtones en surmontant les obstacles culturels et en facilitant l'accès de ces collectivités aux programmes sociaux et économiques. Ce plan est financé par le budget de l'État et par la Banque interaméricaine de développement. En 1997, 125 000 hectares de terres ont été remis à la communauté Kolla, et des initiatives du même genre sont prises au niveau des provinces.

38. Dans le domaine de l'enseignement, des mesures ont été prises pour mettre en place des programmes spéciaux préservant la culture des autochtones et enseignant les langues autochtones. L'Institut national des affaires autochtones a octroyé plus de 800 bourses d'études afin de favoriser la formation des enseignants autochtones qui seront chargés de dispenser une instruction bilingue et interculturelle. Lorsqu'il a examiné, en août 1997, le rapport périodique de l'Argentine, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a salué les nombreuses initiatives positives prises par le Gouvernement de ce pays à l'égard des populations autochtones. Il a exprimé des inquiétudes sur certains points, mais le Gouvernement argentin en a dûment pris note.

39. M. KRYSKOV (Fédération de Russie) dit que son gouvernement est très attaché à la protection des droits et des intérêts des nombreuses populations autochtones que compte son pays. C'est pourquoi il attache tant d'importance au projet de déclaration sur les droits des populations autochtones dont le Groupe de travail créé par la Commission des droits de l'homme débat actuellement. Le texte en projet devrait couvrir des questions comme la protection des particularismes culturels des populations autochtones, leur participation sur un pied d'égalité à l'action politique et législative, la protection de l'environnement et la non-discrimination. Il est absolument indispensable que les populations autochtones elles-mêmes participent au travail de rédaction.

40. Les réunions, séminaires et autres manifestations organisés en 1996 dans le cadre de la Décennie internationale sont l'aboutissement d'une coopération internationale plus intensive, qui vise à améliorer la situation des populations autochtones. La délégation russe relève avec une particulière satisfaction les efforts entrepris dans ce sens par les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies.

41. Les activités que la Fédération de Russie a entreprises pour marquer la Décennie sont inscrites dans un plan multisectoriel, centré sur des domaines comme la protection de l'environnement, les soins de santé et la conservation des modes de vie traditionnels des populations autochtones du Nord. Ces activités sont coordonnées par un comité national et on espère que leur point culminant sera l'adhésion de la Fédération de Russie à la Convention No 169 de l'Organisation internationale du Travail, relative aux populations autochtones dans les pays indépendants.

42. M. Kryskov dit espérer, à la lumière du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'activités de la Décennie (A/52/509), qui fait clairement apparaître la nécessité de disposer aux Nations Unies d'un mécanisme qui facilitera les échanges d'informations sur les problèmes des populations

/...

autochtones et la participation de ces populations aux activités de l'Organisation, que la question de la création d'une instance permanente pour les populations autochtones sera résolue sans retard.

43. M. BORDA (Colombie) dit que depuis la proclamation en 1993 de la Décennie internationale des populations autochtones, le Gouvernement colombien a pris plusieurs mesures pour donner suite aux recommandations de l'ONU touchant les communautés et les populations autochtones. Il a participé activement à diverses activités s'inscrivant dans le cadre de la Décennie, et a notamment travaillé à l'élaboration de la déclaration sur les droits des populations autochtones et au deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones, qui s'est récemment tenue à Santiago du Chili.

44. En décembre 1996, le Gouvernement colombien et le Gouvernement danois ont parrainé la Réunion internationale des peuples autochtones et autres habitants des forêts sur l'administration, la conservation et le développement durable des forêts, qui s'est tenue en Colombie. Une centaine de représentants des collectivités indigènes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales, des experts des gouvernements et des représentants des collectivités autochtones locales ont participé à cette réunion, où ils ont mis au point des propositions d'action pour régler les questions qui intéressent les populations autochtones et ont contribué aux réflexions du Groupe intergouvernemental sur les forêts.

45. Le Gouvernement colombien a réussi, en collaboration avec les Guambia, à faire disparaître la culture illégale du pavot sur les terres guambia, culture qui alimentait la criminalité et était à l'origine de problèmes sociaux et de graves dégradations écologiques. La décision prise par les Guambia et leurs chefferies de faire disparaître la culture du pavot a été soutenue avec enthousiasme par le Plan national de cultures de remplacement, qui a aidé à restaurer la société, l'économie et la culture guambia en fournissant à cette population des services d'assistance technique, en achetant des terres à son intention et en secondant les programmes de mise en valeur agricole. Cet effort a débouché sur l'élaboration d'un plan national de cultures de remplacement pour les peuples autochtones qui vise à accompagner l'élimination des cultures illicites des terres indigènes de mesures garantissant l'intégrité de ces terres, à soutenir les économies traditionnelles, à renforcer la juridiction propre de ces populations et à les aider à réaliser des projets d'infrastructure.

46. Mme CORNETTE (Guyana) dit que la coopération internationale est d'une importance décisive si l'on veut résoudre les problèmes auxquels se heurtent les populations autochtones en matière de développement, de santé publique, d'exercice des droits de l'homme et de protection de leur propre culture. Le Guyana pense donc qu'il faut créer un mécanisme qui coordonnera les activités de ces populations avec celles des gouvernements, des organisations gouvernementales et non gouvernementales et les associations représentant les autochtones eux-mêmes. Il faut également mettre à la disposition de ces populations des ressources suffisantes et l'on ne peut à ce titre que regretter que le Fonds d'affectation spéciale de la Décennie n'ait pas bénéficié d'assez de contributions pour couvrir tous les besoins. Mme Cornette invite instamment tous les États Membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ne l'auraient pas encore fait à verser des contributions

/...

généreuses au Fonds. Le Rapporteur spécial chargé d'étudier la question du droit foncier des autochtones doit également recevoir l'aide dont elle a besoin pour parachever son document de travail.

47. Le Guyana célèbre la Décennie internationale des populations autochtones dans le cadre de l'effort qu'il fait déjà pour protéger les droits et assurer le bien-être social de ses propres autochtones. Le principe de la coopération et de la consultation entre le gouvernement et les collectivités autochtones du Guyana est bien établi. C'est le Ministère des affaires amérindiennes, créé en 1992, qui s'occupe des droits des autochtones et de questions comme le développement social et les intérêts culturels de ces populations. Le Ministère veille aussi à ce que les intérêts des Amérindiens soient pris en compte dans les politiques, les programmes et les projets des pouvoirs publics. La législature est actuellement saisie d'un projet de loi qui reconnaîtrait les titres fonciers des Amérindiens.

48. Le Gouvernement du Guyana attend avec intérêt l'adoption du projet de résolution sur les droits des populations autochtones. Il estime que les dispositions de cette déclaration concernant par exemple les droits fonciers, la santé publique, l'enseignement et la langue, fourniront le schéma sur lequel pourront s'articuler les activités à prévoir pour le reste de la Décennie.

49. L'enseignement est d'une importance décisive dans la solution des problèmes auxquels font face les populations autochtones. La délégation du Guyana est donc satisfaite qu'un certain nombre de candidats issus d'associations autochtones bénéficient de bourses d'études qui leur permettent de recevoir une formation pratique auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Elle espère que les bénéficiaires de ce programme pourront être encore plus nombreux. Elle souhaiterait d'autre part que l'on donne suite à la recommandation de la Commission des droits de l'homme concernant l'organisation au printemps de 1998 de journées d'étude sur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche considérées sous l'angle des droits de l'homme et de la condition des autochtones.

50. Si l'on peut se féliciter des événements encourageants intervenus depuis le début de la Décennie, il reste encore beaucoup à faire. Le Guyana espère que les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les populations autochtones elles-mêmes développeront leur partenariat pour faire de la Décennie un succès.

51. Mme MALDONADO (Bolivie) dit que son pays, qui abrite une société multi-ethnique, multiculturelle et multilingue, participe activement à ce que fait l'Organisation des Nations Unies en faveur des populations autochtones. Le Gouvernement bolivien s'est doté d'une commission nationale de la Décennie internationale des populations autochtones, chargée de planifier, de mettre en oeuvre et d'évaluer les mesures prises au plan national en faveur des autochtones. Cette commission a organisé en 1997 son premier cours de droit autochtone et un séminaire international sur l'administration de la justice et les populations autochtones. La Bolivie, malgré les grandes difficultés économiques qu'elle traverse, a annoncé une contribution de 5 millions de dollars au Fonds de développement des populations autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour terminer, Mme Maldonado en appelle aux institutions

financières internationales et aux pays développés pour qu'ils renforcent leur coopération en faveur des populations autochtones.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite) (A/C.3/52/L.28 et L.29)

Projet de résolution A/C.3/52/L.28 : Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins

52. M. KRYSKOV (Fédération de Russie), présentant le projet de résolution A/C.3/52/L.28 au nom des coauteurs d'origine, du Japon et du Turkménistan, dit que la Conférence régionale sur laquelle porte ce texte a été l'occasion singulière d'analyser les mouvements migratoires dont la Communauté d'États indépendants a été le théâtre et la mise en oeuvre des mesures visant à résoudre les problèmes existants et à prévenir de nouveaux mouvements de réfugiés et de déplacés. Le projet de résolution souligne les progrès réalisés en 18 mois dans le suivi de la Conférence régionale et se réfère aux conclusions du Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et aux conclusions du Groupe mis en place pour suivre la mise en oeuvre du programme d'action adopté à la conférence. La communauté internationale a le devoir de profiter du climat de coopération constructif qui s'est établi à la conférence régionale et la Fédération de Russie espère donc que le projet de résolution sera adopté par consensus.

Projet de résolution A/C.3/52/L.29 : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

53. Mme MUSTONEN (Finlande) présente le projet de résolution A/C.3/52/L.29 au nom des pays nordiques et des coauteurs d'origine, auxquels se sont joints l'Afghanistan, l'Albanie, le Burkina Faso, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la Croatie, le Guatemala, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Malawi, le Maroc, le Mozambique, le Nicaragua, l'Ouganda, la République de Corée, la Roumanie, le Suriname et le Turkménistan. Ce projet est inspiré des résolutions déjà adoptées par l'Assemblée générale sur le même sujet. Il rappelle les principes fondamentaux qui régissent la protection des réfugiés et souligne combien il est important de les mettre en oeuvre selon des modalités qui correspondent aux intentions des instruments internationaux relatifs aux réfugiés. Il souligne la responsabilité qui revient aux États en matière de protection des réfugiés mais fait aussi place au rôle nécessaire que doit jouer la solidarité internationale. Le projet de résolution appelle à l'adoption de mesures tendant à assurer la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile, sans oublier celle du personnel des organisations humanitaires. Il évoque les besoins et les droits particuliers des femmes et des enfants réfugiés et indique que le rapatriement librement consenti est la solution la plus souhaitable au problème des réfugiés. Enfin, le texte évoque la question critique du financement du HCR. Le fait que ce projet ait 90 coauteurs est bien la preuve que le problème des réfugiés intéresse le monde entier. Aussi Mme Mustonen espère-t-elle qu'il sera, comme dans le passé, adopté par consensus.

ANNONCE CONCERNANT LES PROJETS DE RÉOLUTION

54. Le PRÉSIDENT annonce que la Turquie devrait figurer parmi les coauteurs d'origine du projet de résolution A/C.3/52/L.31 relatif au point 110 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 15.